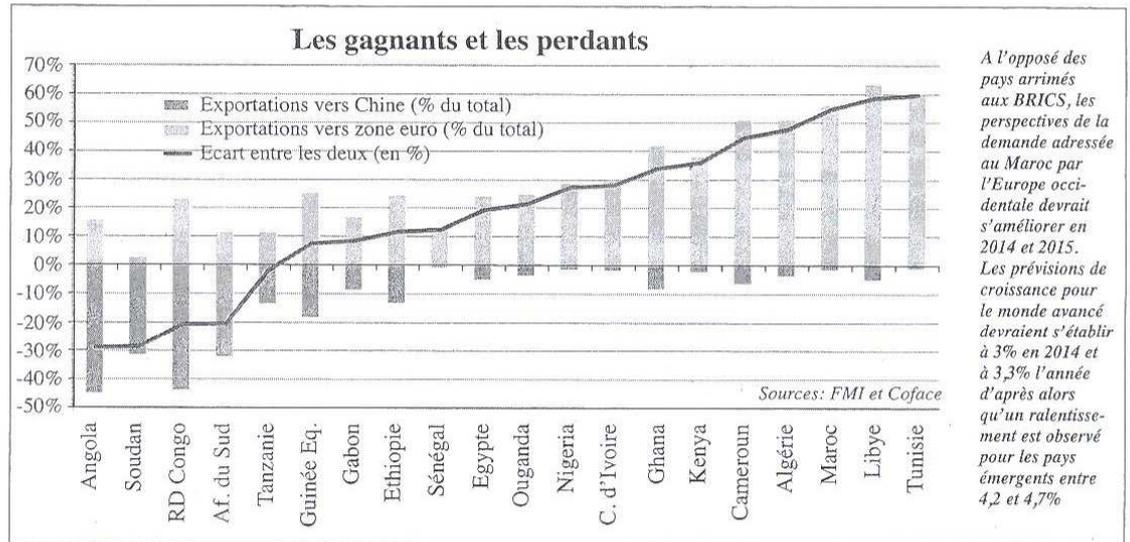


# L'Afrique, future usine du monde

- Le Maroc bien placé pour mieux se positionner
- La classe moyenne africaine, gros gisement
- Le constat de la 2e édition marocaine du colloque Coface

QUELS sont les marchés porteurs en Afrique ? Comment les aborder ? Et par quels modes de financement ? Ce sont, entre autres, les questions auxquelles la 2e édition marocaine du colloque Coface risque pays a tenté d'apporter des réponses. Organisée en partenariat avec la BMCI et l'OCP, la rencontre qui s'est déroulée hier à Casablanca a drainé un nombre imposant de participants du monde des affaires. (L'Economiste était partenaire média).



*A l'opposé des pays arrimés aux BRICS, les perspectives de la demande adressée au Maroc par l'Europe occidentale devrait s'améliorer en 2014 et 2015. Les prévisions de croissance pour le monde avancé devraient s'établir à 3% en 2014 et à 3,3% l'année d'après alors qu'un ralentissement est observé pour les pays émergents entre 4,2 et 4,7%*

Outre l'analyse des tendances de la conjoncture mondiale et des prévisions de croissance, le colloque a fait place à un large focus sur le Maroc en tant que hub d'investissement et du commerce vers l'Afrique. Ceci, à travers les secteurs

porteurs. Et c'est Amadou Kane, ancien ministre sénégalais de l'Economie et des finances, qui en dressé le panorama pour l'Afrique de l'Ouest où le Maroc se positionne déjà via les banques, les télécommunications et quelques activités du BTP. Pour Kane, les infrastructures, l'agriculture, les mines et les services concentrent l'essentiel des besoins du continent de manière générale.

A moyen terme, les investissements dans l'infrastructure (routes, ports et aéroports) sont estimés à 93 milliards de dollars. Un chiffre qui devrait s'établir à 360 milliards de dollars à l'horizon 2040. Pour l'agriculture, il n'y a pas moins de 450 millions d'hectares à mettre en valeur. «Et le Maroc dispose du savoir-faire et de l'expertise nécessaires», témoigne l'ancien ministre sénégalais.

## Une population très jeune et à 40% urbaine

Dans le domaine des nouvelles technologies de l'information, le Maroc dispose aussi d'atouts pour se positionner sur ce créneau très porteur. De fait, tout ce qui est lié à la classe moyenne offre de bonnes perspectives d'affaires. Celle-ci capte déjà 60% des opportunités offertes par le secteur des services. Car, elle est forte de 400 millions de consommateurs et devrait dépasser le milliard à l'horizon 2050. «Seulement, le Maroc devrait aider à l'émergence de fonds financiers», conseille l'ex-ministre sénégalais. D'autant plus que la volonté politique ne manque pas.

En témoigne la dernière tournée royale en Afrique de l'Ouest. Plus précisément, cette région présente des atouts indéniables. «Elle a enregistré une croissance moyenne de 6,3% sur la dernière décennie», relève Vincent Castel, économiste pays en chef auprès de la Banque afri-

caine de développement. Une croissance portée pour l'essentiel par la demande interne. De plus, il s'agit de pays en pleine transition de construction où l'inflation reste relativement maîtrisée, est-il précisé. Et l'exploitation minière y constitue le principal moteur de croissance. Mais des changements sont en train de s'opérer dans plusieurs autres zones avec la demande de plus en plus croissante des entreprises privées. A tel point que Castel, fin connaisseur du continent, parle de «nouvelle usine du monde». Le tout avec une population très jeune: l'âge moyen étant de 18 ans et à 40% urbaine. Le continent compte 52 villes de plus d'un million d'habitants.

Au-delà, les perspectives de croissance mondiale s'annoncent prometteuses. Du moins dans les pays avancés et dans une moindre mesure dans la zone euro. «Certes, elle se situe à peine à 1,1% dans cette dernière zone, mais c'est mieux que la récession», analyse Julien Marcilly, responsable des risques pays-Coface groupe. Ce qui est de nature à améliorer la demande adressée au Maroc par les pays de l'Union européenne et partant ses exportations vers l'Afrique. D'autant plus que la croissance ralentit dans les grands pays émergents comme la Chine, l'Inde et le Brésil avec même des sorties de capitaux. Cette situation devrait favoriser les pays arrimés au monde avancé par rapport aux BRICS. Surtout dans leurs relations du commerce et des investissements avec l'Afrique. Et le Maroc est bien positionné pour en tirer grand profit. Seul bémol, le resserrement des crédits et l'endettement des entreprises notamment en France et en Italie devraient estomper la dynamique. □

A. G.



# Des marchés à prendre sur fond de risques

• Libye, Tunisie... un gisement d'opportunités à manier avec des pincettes

• Algérie: le modèle économique montre ses limites

• Maroc: le difficile pari de la convergence industrielle

TROIS ans après le tourbillon du printemps arabe, l'heure est au bilan. Le Maghreb est encore l'épicentre du chamboulement de la carte politique régionale dont les motivations premières étaient d'abord socioéconomiques.

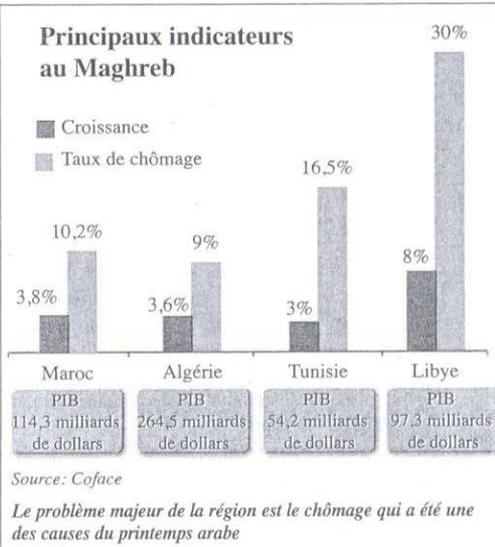
C'est dans ce contexte politique régional que le Maghreb traverse le marasme économique dû à la récession européenne qui n'a fait qu'aggraver encore plus la situation. En dépit de cette conjoncture peu favorable, la région reste un vivier d'opportunités. Libye, Tunisie, Algérie, Maroc... La radioscopie des forces et faiblesses augure une reprise de l'économie, qui reste conditionnée au retour de la stabilité.

## Chômage: L'après-printemps arabe

EXCEPTÉ le Maroc, où des initiatives pour favoriser l'emploi étaient déjà existantes avant 2011 (Anapec, Idmaj, Moukawalati...) et l'Algérie qui opte pour l'embauche massive dans le secteur public, le problème du chômage reste le dénominateur commun de la région. Pour Tripoli, la priorité est la réintégration dans la vie civile des 145.000 combattants démobilisés. Une commission des affaires relatives aux combattants (WAC) a été créée avec un budget d'environ 1 milliard de dinars libyens, qui propose 3 programmes: Ifad (visant à encourager les jeunes à poursuivre leurs études à l'étranger), Kader (qui prévoit de faire suivre aux ex-combattants sans qualification des formations professionnelles à l'étranger). Pour sa part, le dispositif Tamouh aide les jeunes à créer leur propre entreprise. La Tunisie pour sa part a élaboré un plan d'urgence pour l'emploi articulé autour de 4 axes: la création d'emplois, la promotion de l'entrepreneuriat et de la micro-entreprise, la protection des emplois menacés et l'intégration des chômeurs grâce à la formation Amal (mêlant mentorat, stages et une allocation mensuelle pour un an). □

Et c'est bien là l'un des arguments forts du Maroc qui devrait enregistrer cette année une croissance de 3,8% et une dette publique de 69,5%. Au 1er trimestre, le taux de chômage aura été de 10,2%. La Coface attribue un A4 en risque et climat des affaires au Maroc. L'attractivité du Royaume réside aussi dans ses ressources naturelles, surtout agricoles et dans son potentiel touristique. En plus de la mise en œuvre d'une stratégie de montée en gamme et de diversification de la production dans des activités comme l'automobile, l'aéronautique, l'électronique, la chimie, le textile/cuir, l'agroalimentaire... L'activité économique du Maroc reste à caractère cyclique, à cause de la dépen-

dance aux performances du secteur agricole (près de 40% de la population active) et à la conjoncture morose en Europe, principal partenaire économique du Royaume. La croissance reste par ailleurs tributaire des fluctuations des cours internationaux d'hydrocarbures importés. Dépendance que le pays compte réduire progressivement en développant l'alternative des énergies renouvelables. Une stratégie louable mais dont l'impact ne sera pas immédiat. Pour sa part, le déficit commercial devrait être partiellement compensé par les services grâce à un tourisme fortement lié à la demande européenne et aux transferts de la diaspora. Une dynamique qui permettra à terme d'atténuer le déficit des comptes extérieurs, financés en partie par des investissements directs étrangers (IDE), provenant principalement de l'UE et du Moyen-Orient (CCG). De plus, avec un régime de change administré et une réduction escomptée du déficit extérieur, le pays devrait être plus résilient face à une



bilité. Selon la Banque centrale tunisienne, les autorités visent un taux de croissance de 4% pour l'année en cours qui repose sur un développement soutenu des industries manufacturières et des services. Du côté de la demande intérieure, une hausse de 5% de la consommation et des investissements est envisagée. En raison de coupes dans les dépenses courantes et les subventions, le déficit budgétaire pourrait légèrement se tasser en 2014. La dette publique pour sa part (supérieure en part de PIB, à la moyenne des pays émergents comparables) augmente graduellement. Toutefois, l'une des grandes menaces de la Tunisie reste la faiblesse du secteur bancaire. Les agences de notation ont constaté une hausse des incidents de paiement et un allongement des délais de recouvrement des créances.

Du côté de l'Algérie dont la croissance (pour 2014) est estimée à 3,6%, une dette publique d'à peine 14,5% et un taux de

chômage de 9%... le principal atout réside dans les réserves importantes d'hydrocarbures. C'est aussi l'un des rares pays de la région à n'avoir connu presque aucune transformation suite au printemps arabe. Le voisin de l'Est jouit aussi d'une solide capacité financière et d'un potentiel dans les énergies renouvelables. En revanche, il souffre du syndrome hollandais avec une économie orientée importations massives de produits manufacturés contre exportations d'hydrocarbures. L'économie algérienne pâtit également d'une forte dépendance de situations de rentes. S'y ajoutent le poids excessif du secteur public, un des taux de chômage les plus élevés de la région chez les jeunes et un environnement des affaires problématique.

Pour sa part, la Libye reste à ce jour un foyer de tensions sociales et de contestations populaires. Une situation qui s'est exacerbée depuis la chute du régime Kadhafi. La croissance pour 2014 devrait s'établir à 8%, une dette publique de 4% et un taux de chômage frôlant les 30%. Notifié d'un D en risque d'investissement et de la même note en climat des affaires le pays reste embourbé dans une situation sécuritaire critique bloquant même les exportations du pétrole.

Pour rappel, les hydrocarbures libyens représentent environ 95% des recettes budgétaires et 98% des exportations, rendant les comptes publics et extérieurs vulnérables aux aléas du marché (les réserves de pétrole et de gaz sont respectivement estimés à 76 et 94 années de production). Le pays pâtit aussi du délabrement des infrastructures nécessaires à l'exportation des hydrocarbures, suite à la guerre civile et au vide politique. □

Amine ATER